

## Incidents à la frontière maroco-mauritanienne

# Guéguerre à Lagouira

**La fréquence des incidents frontaliers met à jour les failles de "l'entente cordiale" que les autorités officielles de Nouakchott et de Rabat disent vouloir instaurer entre les deux pays voisins.**

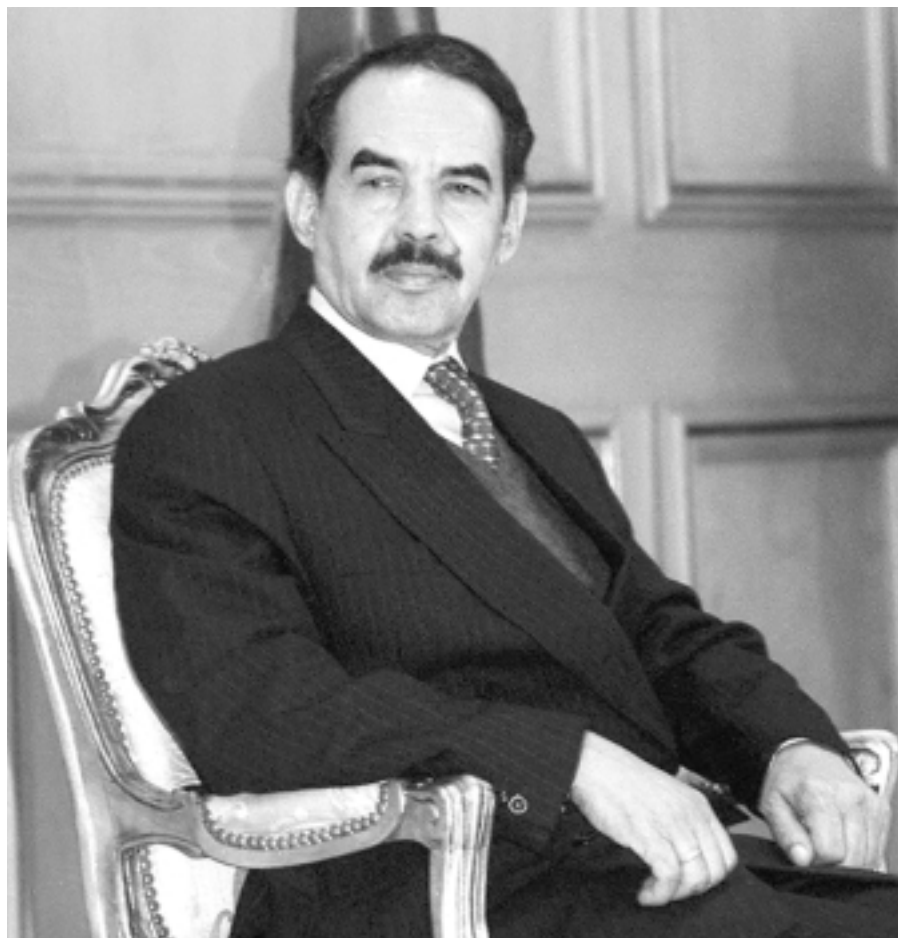
**N**ayant plus de flotte étrangère dans ses eaux, la marine marocaine aurait décidé de s'exercer, pour une raison ou une autre, sur les bateaux opérant en Mauritanie. Qu'est-ce qui a poussé l'hebdomadaire mauritanien, Le Calame, réputé être sobre, à se fendre, dans sa dernière livraison, de ce commentaire acrimonieux et plein de sous-entendus? Quelques jours, auparavant, la marine royale avait, en effet, arraisonné un bateau pélagique "Mousson", opérant sous licence mauritanienne, au large de Lagouira. Le navire, consigné par un certain Abbas Bougherbal, était conduit à l'un des ports du sud du Royaume. L'armateur a dû payer une lourde amende de quelques centaines de milliers de dollars.

### Convention

A en croire le magazine, un sort quasiment identique fut réservé, des semaines plus tôt, à un navire consigné par le même armateur et à un autre consigné, celui-là, par l'homme d'affaires mauritanien, Miloud Ould Lekhal qui résidait, il y a quelques années, à Rabat. La liste des griefs des Mauritaniens ne s'arrête pas là. Selon eux, la marine royale s'en était également prise, ces derniers temps, aux pêcheurs artisanaux dans cette zone. "Plusieurs d'entre eux, indique Le Calame, ont vu leurs pirogues et leur matériel confisqué et ils ont dû revenir à pieds après avoir été déposés au large de Lagouira".

Pourtant, cette "méchanceté marocaine" n'est pas totalement gratuite. Les navires en question ont été repérés, il n'y a pas longtemps, par les satellites de contrôle, dans les eaux territoriales marocaines. Quoi qu'il en soit, la fréquence de tels incidents met à jour les failles de "l'entente cordiale" que les autorités officielles de Nouakchott et de Rabat disent vouloir instaurer entre les deux pays voisins.

Malgré que l'un des premiers accords signés entre la Mauritanie indépendante et le Maroc, en 1970, portait sur la pêche maritime, les deux États n'ont pas, jusqu'ici, réussi à établir une coopération exemplaire dans ce secteur important de part et d'autre de la frontière. Ils n'ont pas, non plus, réglé définitivement le problème de leur frontière commune, ce qui n'est pas, certainement, étranger aux incidents actuels qui ne sont pas et ne seront probablement pas les derniers du genre. Certes, Marocains et Mauritaniens avaient, au len-



• Mouaouiya Ould Taya.

demain du fameux accord de Mardid de novembre 1975, paraphé "une convention relative au tracé de la frontière d'Etat", dont les grandes lignes furent fixées secrètement, trois ans plus tôt, entre feu Hassan II et l'ancien président Mokhtar Ould Daddah.

En vertu de ce texte, le Oued Eddahab, rebaptisé alors Tiris El Gharbia, revenait à la Mauritanie tandis que Sakia El Hamra est considérée marocaine. Les deux parties s'étaient longuement accrochées à cette convention. Quand, par exemple, des officiers mauritaniens, dont certains furent haineux à l'égard de la région Sud de la Mauritanie, dont est issu le président Mokhtar Ould Daddah, avaient succombé à une double instrumentalisation de la France - hostile à une accentuation du déséquilibre ethnique entre Maures et Noirs et craignant que le Maroc ne la supplantât en tant que puissance tutélaire en Mauritanie- et de l'Algérie - désireuse de la rupture de l'alliance entre Rabat et Nouakchott- ont renversé le régime civil, le 10 juillet 1978, ils avaient, en premier temps, refusé toute remise en cause de la mauritanité de Tiris El Gharbia.

Les puissances de l'ombre ont alors, et en l'espace d'une année, favorisé une série

de coups d'Etat et de révolutions de palais pour trouver "quelqu'un qui ferait l'affaire".

Le Colonel Mustapha Ould Salek fut destitué, feu Ahmed Ould Bouceif tué et Ould Louli écarté. Le lieutenant-Colonel Mohamed Khouna Ould Haïdalla, sahraoui de souche et partisan du Polisario, qui devient, au milieu de 1979, l'homme fort de Nouakchott s'avère "le chef qu'il faut". Il n'hésitera pas, en tout cas, le 10 août 1979 à pactiser avec le Polisario. Il s'engage à se retirer, au profit de celui-ci, du Rio d'Oro, à reconnaître et le caractère "injuste" de la guerre du Sahara, dans laquelle des milliers des Mauritaniens avaient péri et "les droits politiques du peuple sahraoui". Ce qui fut perçu alors par des pans entiers des Mauritaniens comme "une aliénation de la dignité et de l'honneur nationaux"

### Sécurité

Le Maroc, qui a aussitôt rempli le vide, a empêché les séparatistes de s'emparer de la région évacuée. Mais le retrait des troupes mauritaniennes est resté, jusqu'ici, inachevé. Nouakchott, soucieuse de la sécurité de l'essentiel de ses installations économiques situé à Nouadhibou au nord,

maintient son contrôle sur la localité presque adjacente de Lagouira, qui constitue une partie intégrante de l'ancien Sahara espagnol. Jadis centre commercial prospère, Lagouira une localité en ruines, n'est habitée, aujourd'hui, que par quelques individus de la communauté aborigène Imraguen. Les Mauritaniens y installent une garnison militaire.

### Geste

Mais se gardent, sans doute pour ne pas irriter les belligérants actuels du conflit saharien, d'y implanter leur drapeau. Pour eux, son sort devra être liée au règlement définitif du conflit. Rabat, qui semble s'accommoder de cette situation, n'a pas pu empêcher, de temps à autre, de frictions entre les deux pays notamment au large de cette presque île. Des frictions qui nourrissent la vieille suspicion entre Nouakchott et Rabat auxquels les efforts entrepris, ces derniers temps, par les deux capitales, ne semblent pas arriver à bout. SM le Roi Mohammed VI avait reçu en grande pompe, à Tanger en avril 2000, le président Mouaouiya Ould Taya et s'est rendu, lui-même à Nouakchott en septembre 2001 pour y effectuer la première visite officielle d'un Souverain marocain en Mauritanie indépendante.

Un geste solennel fort destiné, avant tout, à démonter à la face du monde que la reconnaissance par le Royaume de sa voisine est irréversible. Mais le tombeau de Haidalla n'a pas voulu ou pu, jusqu'ici, révoquer la reconnaissance par la Mauritanie, décrétée en personne par son prédécesseur, de la RASD.

Ce qui constitue, aux yeux de l'ensemble des Marocains, un péché contre le saint esprit du bon voisinage et surtout une négation de la neutralité affichée par les autorités mauritaniennes.

Il est toutefois erroné de voir dans la guéguerre de Lagouira, les signes avant-coureurs d'une grave crise entre les deux pays. Ceux-ci sont liés, depuis 1970, par un "traité de fraternité" qui affirme qu'"il règne entre la république islamique de Mauritanie et le Royaume du Maroc une paix durable, une amitié solide et un voisinage fructueux découlant de l'esprit de fraternité réelle qui existe entre les deux peuples frères et visant l'édification d'un avenir commun prospère". Même aux pires moments, cet engagement n'a pas été entièrement renié. □

Abdallah Ben Ali